

Message à la Nation du Général Moussa Traoré

à l'occasion de la Fête du Travail

L'IMPERIEUSE NECESSITE POUR LES TRAVAILLEURS DE RENFORCER LA QUALITE DE LEUR APPORT AU DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DU PAYS

Maliennes, Maliens. Travailleurs des Villes et des Campagnes.

Depuis quelques années, le courage et la dignité avec lesquels les travailleurs Maliens affrontent les multiples épreuves que la conjoncture et la nature leur imposent, donnent à la Fête du Travail une signification et un contenu particuliers.

Force est en effet de rendre hommage à ce courage et à cette dignité qui ne sont en définitive que le reflet des qualités de notre Peuple.

En ce Premier Mai 1981, force nous est aussi de souligner que les épreuves ont non seulement persisté mais gagné en ampleur, ce qui ajoute encore aux mérites des uns et des autres.

Pour leur part, le Parti et le Gouvernement, profondément sensibles au sort de nos travailleurs salariés, n'ont jamais perdu de vue la nécessité de l'améliorer et c'est dans ce sens qu'ils ont toujours déployé le plus clair de leurs efforts.

C'est un fait qui est encore loin de correspondre aux besoins de nos travailleurs, mais l'essentiel c'est sans doute la volonté constante de trouver les solutions les meilleures aux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Toujours est-il que depuis le Premier Mai 1980 diverses actions ont été menées au profit des travailleurs.

Il a été notamment procédé à la régularisation de la situation de certains fonctionnaires, au reclassement des travailleurs régis par le Code du Travail, à l'organisation des campagnes de sensibilisation et d'éducation des travailleurs face aux phénomènes des risques professionnels et de dynamisation des comités d'hygiène et de sécurité.

Des textes portant sur la revalorisation des pensions de retraite et les conditions de revalorisation des rentes d'accidents de travail, ont déjà été élaborés et seront incessamment examinés par le Gouvernement.

Les travaux de construction d'un Centre Médical Inter-Entreprises à Ségou, d'une Pédiatrie à Kati et d'un Centre den-

taire pour adultes à Bamako ont été achevés. Parallèlement, d'autres travaux de construction ont démarré : il s'agit de la construction des bureaux des directions régionales de l'Institut de Prévoyance Sociale de Tombouctou. Kayes et Mopti et des locaux des Centres médicaux inter-entreprises de Koulouba et Tombouctou.

De même, à la suite de l'obtention du financement du projet du secteur non structuré urbain de la ville de Bamako, les travaux de construction de l'atelier central démarreront en mai-juin 1981.

Dans le domaine particulièrement important de l'emploi, une étude portant sur l'analyse de la situation de l'emploi a été menée.

Elle vise essentiellement à l'établissement d'un diagnostic des problèmes de l'emploi, la dé-

termination d'une stratégie de développement centrée sur l'accroissement de l'emploi productif, spécialement en milieu rural, et l'identification des mesures susceptibles de réduire les disparités de revenus.

D'autres études sont en cours dont l'étude des projets de nouvelles entreprises collectives concernant l'industrie des boissons, l'industrie des corps gras, la boulangerie et la pâtisserie, les banques, l'industrie minière, de même que celle du texte fixant les conditions générales d'emploi et de rémunération des employés de maison.

En matière de sécurité sociale, des dispositions sont prises pour la création dans un proche avenir d'un centre de paiement de l'Institut National de Prévoyance Sociale dans chaque Commune du District de Bamako, la préparation puis la signature de con-

ventions de sécurité sociale entre le Mali et un certain nombre de pays africains.

Travailleurs du Mali,

La protection du pouvoir d'achat de nos travailleurs a toujours constitué l'une des préoccupations majeures du Parti et du Gouvernement qui ont entrepris sur la question une action permanente de réflexion aux fins de dégager des solutions à partir de nos possibilités et de nos ressources propres.

A cet égard, ce Premier Mai 1981 marque précisément le point de départ de la récente mesure prise par le Parti et le Gouvernement qui ont décidé un relèvement des salaires correspondant à la réduction des 2/3 de l'impôt général sur le revenu.

Il s'agit là d'un important sacrifice consenti par l'Etat et cette décision qui vise à remédier dans une certaine mesure et dans l'immédiat à une nouvelle détérioration du pouvoir d'a-

chat en appelle naturellement d'autres. Celles-ci interviendront dès que toutes les conditions requises auront été réunies.

Toutefois, il convient de le rappeler, le miracle n'existe pas. Il appartient aux Maliennes et aux Maliens, à vous toutes et à vous tous, de créer, par votre travail, les importantes ressources qu'exige toute augmentation de salaire.

Le secret de la réussite, je le soulignais le Premier Mai 1978, réside tout simplement dans le travail bien conçu et bien accompli, le travail constituant de fait la source de toute richesse.

Aujourd'hui, trois années après, la nécessité s'impose à chacun de nous de nous interroger sur notre attitude sur le chantier du travail, surtout à la suite de l'institution de la Journée de Travail continue, et de nous ressaisir rapidement et totalement, si nous voulons en tout cas donner à l'Etat Malien les moyens de nous sauver de l'asphyxie.

Maliennes, Maliens,

Travailleurs du Mali,

1981, année du Premier Congrès Extraordinaire de l'Union Démocratique du Peuple Malien et du renouvellement anticipé de ses instances, sera sans aucun doute, au plan politi-

que, une année extrêmement importante.

En votre qualité de Militants, vous aurez sur ce second front, un autre rôle décisif à jouer. Sachez contribuer au renforcement des bases de la démocratie et à la sauvegarde de notre avenir en accomplissant honorablement votre devoir vis-à-vis de vous-mêmes, de votre Parti et de votre pays.

Travailleurs du Mali. Chers compatriotes,

Plus que jamais il est nécessaire que, tous vous vous mobilisiez, à tous les niveaux, autour d'un seul et unique mot d'ordre : le travail, le travail effectivement, correctement et rapidement exécuté.

Plus que jamais il est nécessaire que, TOUS, vous preniez pleinement conscience de la place prépondérante que les travailleurs de notre pays tiennent dans le processus de son développement économique et social et de l'imperieuse nécessité de renforcer la qualité de votre apport.

Plus que jamais enfin il est indispensable que, faisant appel à votre foi, à vos énergies et à vos intelligences, vous continuiez à triompher des obstacles et des épreuves pour bâtir ensemble ce Mali de demain que nous voulons tous prospère et fort.

Vivent les Travailleurs du Mali !

Vive la République !

SESSION ORDINAIRE DU B. E. C.

Le Bureau Exécutif Central a tenu sa dernière session ordinaire du mois d'avril, hier à 09 heures dans la Salle des Réunions à la Maison du Peuple à Bamako sous la présidence du Secrétaire Général de l'UDPM Président de la République, le Général Moussa Traoré.

Après l'adoption de son ordre du jour, il a procédé à l'approbation du procès-verbal de sa dernière réunion ordinaire, en date du 9 avril 1981.

En contrôle des tâches, le B.E.C. a entendu des comptes rendus verbaux sur le déroulement de la campagne de renouvellement des conseils d'administration, et des comités de surveillance des coopératives de consommation dans les Communes du District de Bamako et de Kati. Le Secrétaire Général du Parti, Président du Gouvernement, a rendu compte de la session ordinaire du Conseil des Ministres, tenue à Koulouba le 29 avril 81, en ses points essentiels en matière de législation, de réglementation et communications.

Au chapitre des communications relatives à la vie du Parti, le B.E.C. a examiné les correspondances reçues et les procès verbaux de réunion des sections de Diéma, de Ségou, d'Ansongo et de Koulikoro. Concernant la réunion extraordinaire de la section de Koulikoro, le Bureau Exécutif Central a entériné la proposition de sanction disciplinaire, portant exclusion de toutes les instances de l'UDPM du camarade Djibril Diarra, son Secrétaire Général, pour des faits graves relevés contre lui.

Enfin le B.E.C., après une analyse exhaustive des éléments du document intitulé « réflexions sur les problèmes scolaires 1979/80 », a rejeté ledit document, et a décidé la dissolution de la commission d'information et de la culture du Bureau Exécutif Central.

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES

Le Conseil des Ministres a tenu sa session ordinaire du mercredi 29 avril 1981 dans la Salle des Conférences du Palais de Koulouba sous la présidence du Général Moussa Traoré, Président du Gouvernement et Chef de l'Etat.

Après examen des points inscrits à son ordre du jour, le Conseil des Ministres a adopté en matière de législation :

I — AU TITRE DU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE :

1) Du rapport final du séminaire sur la post-alphabétisation organisé à Kita du 18 au 26 novembre 1980.

II — AU TITRE DU MINISTRE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DU TOURISME :

1) Du rapport de mission du Ministère du Développement Industriel et du Tourisme par intérim à la Conférence des Etats Sahariens (Commission Mines, Industries et Energie) à Niamey du 23 au 26 février 1981.

de Sokoninko District de Bamako.

Au chapitre des communications écrites, le Conseil des Ministres a pris connaissance :

1) Du rapport de mission du Ministère de l'Information et des Télécommunications :

2) Du rapport de mission du Ministère des Transports et des Travaux Publics à la réunion extraordinaire du Comité des Ministres de Tutelle de l'ASECNA tenue du 15 au 16 janvier 1981.

3) Du rapport de mission de la délégation malienne à la réunion du Premier Conseil d'Administration de l'Union Panafricaine des Postes à Arusha du 8 au 21 janvier 1981.

4) Des documents du Conseil d'Administra-

tion de la Caisse Autonome d'Amortissement tenu le 25 avril 1981 à Bamako.

4) D'une note relative aux modalités d'application des conventions de remise de dettes allemandes au Gouvernement de la République du Mali.

IV. — A U TITRE DU MINISTRE DES TRANSPORTS ET DES TRAVAUX PUBLICS :

5) Du rapport de mission du Ministère des Transports et des Travaux Publics à la réunion extraordinaire du Comité des Ministres de Tutelle de l'ASECNA tenue du 15 au 16 janvier 1981.

V. — A U TITRE DU MINISTRE DE L'INFORMATION ET DES TELECOMMUNICATIONS :

6) Du rapport de mission de la délégation malienne à la réunion du Premier Conseil d'Administration de l'Union Panafricaine des Postes à Arusha du 8 au 21 janvier 1981.

M. Drissa

M. Drissa K... des Finances... ce qui avait pr... capitale sénéga... Session du Co... nistres de la... Economique d... l'Ouest et au 6

Minis

M

Une u... bert 'N... et du Tou... Secrétaire... l'US-AID... à Kenieken... par avion

Le M... par le Che... neur de la... collaborat... pha Traor... du Projet... de la Divi... deux cadre... constance.

La m... barrage d... tionnées p... vau de C... Mars 1981

M. D... maffé a... circoscrip... hôte.

L'Am... tiellement... nie est ba... Le pr... Baïng, C... le site de